

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
3 avenue des Langories
26 000 VALENCE

Valence, le 05/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



DROMOISE DE CEREALES

Le Village

26750 ST PAUL LES ROMANS

Référence : 20220504-RAP-DAEN0340

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2022 dans l'établissement DROMOISE DE CEREALES implanté Le Village 26750 ST PAUL LES ROMANS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale coup de poing de mars 2022 (incendie, rétention).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DROMOISE DE CEREALES
- Le Village 26750 ST PAUL LES ROMANS
- Code AIOT dans GUN : 0010300052
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site est composé de 4 parties :

- le silo polonais à l'Est du site (composé de silos métalliques des années 1950) ;
- le silo ACMB au Nord du site (silo palplanche de 1989) et son séchoir ;
- l'extension du silo ACMB avec les 3 gros silos métalliques au centre du site ;
- le silo béton avec de petites cellules (des années 1950) à l'Ouest du site.

Le site est en baisse d'activité depuis 2018, suite aux différents épisodes climatiques et à la crise sanitaire. La situation actuelle internationale laisse supposer une nouvelle baisse d'activité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incendie
- suivi des suites de l'inspection du 14/10/19

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 2	/
Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 18/05/1995, article 7 annexe	/
Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/
Prévention des risques explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, articles 9 et 10	/
Clôture	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8	/

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/04/2010, article 46	/
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/05/1995, article 7annexe	/
Vérification des moyens de lutte	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/
Permis feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une mise à jour administrative et potentiellement de l'arrêté préfectoral compte tenu des modifications réglementaires et de la baisse d'activité du site devra être réalisée. Un échange avec le SDIS devra se tenir afin de régulariser la situation concernant les poteaux incendie.

L'analyse du risque foudre et les derniers résultats de vérification des dispositifs contre la foudre devront être transmis à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

1- Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/04/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant dispose d'un tableau dans le local réservé aux personnels pour suivre l'état de ses stocks ainsi que d'un logiciel informatique pour la gestion du silo. Les fiches de donnée sécurité des matières dangereuses sont présentes dans un classeur, elles concernent exclusivement les produits contre les nuisibles.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

2-Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : La situation administrative au titre du classement ICPE connue pour l'installation est la suivante : <ul style="list-style-type: none">• Rubrique 2160-1-b : 5 140 m³ – Déclaration soumise à contrôle périodique (DC)• Rubrique 2160-2-a : 21 696 m³ - Autorisation (A)• Rubrique 2260-2 : 50 kW – Non classée (NC)
Constats : Les modifications réglementaires des dernières années portant principalement sur la rubrique 2260 sont susceptibles d'avoir modifié le seuil de classement. La puissance maximale prise en compte est l'ensemble des machines fixes pouvant fonctionner simultanément. L'exploitant a déclaré une baisse d'activité depuis plusieurs années et envisage la destruction des anciens silos. Il précise également que les séchoirs ne sont pas utilisés compte tenu de leur alimentation au fioul et des conditions climatiques de ces dernières années. La présence des séchoirs et de leur potentiel utilisation même de manière occasionnelle simultanément avec le séparateur trieur peuvent nécessiter une mise à jour administrative du site au titre de la rubrique 2260. L'exploitant a déclaré avoir effectué les vérifications d'usages, le rapport de visite se trouvant au siège de la société, il n'a pu être transmis lors de cette inspection. Dans le cas, de la destruction des anciens silos ou de l'arrêt définitif d'un ou des silos, l'exploitant devra porter à la connaissance de madame la préfète ses modifications avant la réalisation des travaux. Il conviendrait, sous 1 mois, de communiquer la situation administrative actuelle du site et de transmettre le rapport de visite relatif au séchoir.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Sans objet

3-Nom du point de contrôle : Poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/1995, article 7 annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'établissement sera protégé par deux poteaux d'incendie situés de telle manière qu'aucun point des bâtiments ne soit à plus de 150 mètres par les voies naturelles de l'un de ces poteaux. Ces poteaux d'incendie de norme NFS 61-213 disposeront d'un débit de 1000 L/min chacun à une pression de 1 bar. Un plan d'intervention dit « plan ETARE » sera réalisé par les sapeurs-pompiers de ROMANS en accord avec le responsable de l'établissement. Des consignes de sécurité de l'établissement devront indiquer les moyens directs d'appel de la gare de ROMANS pour permettre en cas d'incendie ou d'explosion, l'arrêt des circulations ferroviaires sans attendre l'intervention de la gendarmerie. Le responsable de l'établissement veillera à la formation sécurité de son personnel.
Constats : La position des 2 poteaux incendie ne correspond pas en matière de distance à la prescription de l'arrêté préfectoral du 18 mai 1995. Les parties les plus éloignées se situent à 200 m. L'avis du SDIS du 14/11/2007, suite à l'extension du site, préconisait la présence de 2 poteaux incendie : le premier poteau situé à moins de 100 m du bâtiment, l'autre à moins de 200 m. Ces distances sont mesurées par les voies de circulation. L'installation des poteaux doit être conforme aux normes NFS 61-213 et 62-200. Les deux poteaux devront fournir simultanément un débit de 1 000 L/min sous une pression minimale de 1 bar pendant 2h au moins. Lors de la précédente visite, l'exploitant avait sollicité un rendez-vous avec le SDIS afin de définir les besoins réels pour la défense incendie du site. L'exploitant déclare avoir réalisé plusieurs relances au SDIS restées sans réponse. Concernant les consignes relatives à la ligne SNCF, celles-ci sont présentes dans le local réservé au personnel. L'inspection ne dispose pas d'une copie du plan ETARE mis en place avec les sapeurs pompiers, ni des rapports de contrôle annuel des poteaux incendie et des formations sécurité du personnel. Il conviendrait sous 2 mois de communiquer ces pièces et d'informer l'inspection des installations classées de l'avancée des échanges avec le SDIS.
Observations : À l'issue des discussions entre l'exploitant et le SDIS, une mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter sera à envisager
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Sans objet

4-Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/1995, article 7 annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les bâtiments et dépôts seront accessibles facilement par les voies de secours ; Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services de secours puissent évoluer sans difficulté. L'établissement devra disposer de moyens internes de luttés incendie adaptée aux risques à défendre.
Constats : Les voies de circulation permettent l'usage d'une motopompe des services de secours. Des extincteurs sont présents et sont facilement localisables. La colonne sèche du silo béton est accessible.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

5-Nom du point de contrôle : Vérification des moyens de lutte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.
Constats : Les vérifications d'usage ont été réalisées en octobre 2021. Seul un des 2 extincteurs dans le local sous le séchoir n'a pas fait l'objet d'une vérification.
Observations : Il conviendra de faire la révision lors de la prochaine visite.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

6-Nom du point de contrôle : Permis feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Le dernier permis feu a été réalisé le 13/10/21 pour des travaux de soudure et de meulage. L'ensemble des consignes était rédigé et signé par les personnes concernées.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

7-Nom du point de contrôle : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 18, 19, 20, 21 et 22
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'analyse du risque foudre (ARF) est réalisée par un organisme compétent portant sur l'établissement. elle est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle doit faire l'objet d'une mise à jour systématique en cas de modifications substantielles et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. En fonction des résultats de l'ARF, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection conformes aux normes en vigueur, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en oeuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : L'inspection des installations classées ne dispose pas de l'analyse risque foudre conformément à la norme NF-EN-62305-2. Un rapport de vérification des dispositifs de protection contre la foudre était présent sur le site en date du 18 juillet 2018, il faisait état d'aucune non-conformité. Lors de la visite de 2019, les deux compteurs coup de foudre étaient incrémentés à 1. L'exploitant a indiqué être en attente du dernier rapport de vérification des dispositifs de protection contre la foudre. Il conviendra de transmettre, sous 2 mois, une copie de l'analyse risque foudre (et l'étude technique foudre le cas échéant) et des derniers résultats de vérification des dispositifs de protection contre la foudre
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Sans objet

8-Nom du point de contrôle : Prévention des risques explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, articles 9 et 10
Thème(s) : Risques chroniques, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">– l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;– l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.
Constats : Le dernier rapport vérifiant la conformité des installations électriques date du 12/04/21. Les non-conformités relevées ont été annotées par l'entreprise effectuant les travaux. Le site était en cours de dépoussiérage complet afin de limiter le risque d'explosion. L'avancement de l'entretien du site était notifié dans le carnet de bord des actions menées sur le site. Seul le bureau n'avait pas encore fait l'objet d'un entretien. Il conviendra afin de compléter ce point de contrôle de communiquer une copie du rapport annuel complet sous 2 mois.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Sans objet

9-Nom du point de contrôle : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).
Constats : La clôture le long de la voie ferrée était détériorée probablement accrochée par un passage de camion. Le portail coté « montée de la gare » était fermé par une chaîne et un cadenas à code. Il conviendra de redresser ou changer la clôture le long de la voie ferrée, sous 1 mois.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Sans objet